



# La Lettre trimestrielle de l'AFRITAC de l'Ouest

N° 38 – novembre 2022 – janvier 2023

## Sommaire

FAITS MARQUANTS	2
ACTIVITES PAR DOMAINE	3
LES COURS EN LIGNE DU FMI	16
RAPPORTS DE MISSIONS MIS EN LIGNE SUR LE SITE DU FMI	16
ACTIVITES A VENIR	18

# FAITS MARQUANTS

Pour accompagner ses pays membres face aux différents défis (l'évolution de l'économie mondiale, les situations sociopolitiques et sécuritaires difficiles, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, le niveau de la dette) dans un environnement complexe, AFRITAC de l'Ouest continue de leur apporter divers appuis à travers des missions à distance et en présentiel et des formations.

Ce trente-huitième numéro de la Gazette couvre les activités menées par le centre au cours du troisième trimestre (novembre 2022 - janvier 2023) de l'année fiscale 2023.



AFRITAC de l'Ouest a organisé le 29 novembre 2022 une réunion extraordinaire de son comité d'orientation sous la présidence de la Guinée-Bissau. Les travaux ont permis d'entériner le document programme de la phase V de l'AFRITAC de

l'Ouest (mai 2024-avril 2029) sous la réserve de la prise en compte des éventuels commentaires qui seront faits avant avril 2023. Le comité a également donné son accord pour l'extension de la phase IV d'un an (mai 2023-avril 2024).



AFW vient de publier son rapport sur l'évaluation externe à mi-parcours de la phase IV : <https://www.afritacouest.org/news?title=Actualit%C3%A9s>

# ACTIVITES PAR DOMAINE

## A dministration douanière

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

### Conseiller résident en administration douanière



**M. Ahmed Boilil** a été conseiller résident en techniques douanières au Togo dans le cadre d'un projet Banque africaine de développement (BAD). Il a été également conseiller résident en administration douanière à l'AFRITAC de l'ouest de janvier 2009 à décembre 2012. Auparavant il a été Directeur général adjoint des douanes en Mauritanie.

### Mauritanie

La mission qui s'est déroulée du 9 au 18 janvier 2023 avait pour objectifs d'analyser la sélectivité en cours et fournir les recommandations permettant d'achever les prérequis à la mise en place d'un système de gestion automatisée des risques. La définition de profils de risque a été proposée et validée pour initier une sélectivité basée sur le risque. La mission a fourni des recommandations par le biais d'ateliers et d'un plan d'actions afin de capitaliser sur les améliorations informatiques et l'adhésion opérationnelle pour définir des profils de risque en poursuivant les actions en cours du Comité technique et du Comité de sélectivité.

### Niger

L'appui fourni du 25 octobre au 5 novembre 2022 visait l'évaluation des actions de développement de la fonction de contrôle post-dédouanement et de renseignement. La

mission a fait un examen du système de contrôle après dédouanement (CAD). Par la suite, la mission a procédé au renforcement des capacités des agents de la Direction des Enquêtes, du Renseignement, de l'Analyse du Risque et du Contentieux (DERA/C), notamment dans les travaux de préparation d'un plan de communication de la fonction CAD et a donné des orientations à la Division des Enquêtes Douanière (DED) pour l'élaboration d'un plan de CAD, à partir de l'analyse de risque sur la base des données disponibles.

## Togo

La mission conduite du 24 octobre au 4 novembre 2022 avait pour objectifs d'appuyer



l'instruction cadre relative au processus de gestion et de recouvrement de la dette douanière et de fournir des orientations dans la mise en œuvre des actions de recouvrement pour poursuivre le paiement de la dette douanière. La mission a proposé un plan d'actions détaillé pour améliorer la gestion et le suivi des exonérations et des régimes suspensifs à chaque niveau de contrôle douanier. Elle a notamment souligné la nécessité d'appliquer les dispositions réglementaires et les procédures présentées lors du dernier séminaire pour apurer les engagements en souffrance des opérateurs.

les agents des douanes dans la rédaction de

## A dministration fiscale

L'AFRITAC de l'Ouest conduit ses activités d'assistance technique en lien étroit avec la surveillance macroéconomique et les programmes du FMI pour aider les pays membres à surmonter leurs points faibles et aligner leurs niveaux de collecte des recettes sur leurs potentiels économiques. En liaison avec le Département des Finances publiques (FAD) du FMI, le Centre concentre son action sur l'amélioration de la maîtrise du risque de non-conformité et la consolidation des fonctions essentielles des administrations fiscales de la sous-région.

### Conseiller résident en administration fiscale



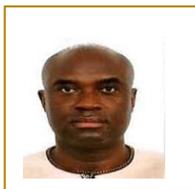
**M. Nicolas Hiol** soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie



### Conseiller résident en administration fiscale

**M. Olivier Sanz**, conseiller résident en administration fiscale auprès de l'AFRITAC de l'Ouest depuis 2021, compte plus de vingt-cinq années d'expérience au sein de l'administration fiscale française, où il a occupé de nombreux postes à responsabilité, tant en administration centrale que dans les services opérationnels.

## Conseiller résident en administration fiscale



**M. Roland Atanga Fongue** a travaillé pendant deux décennies au sein de l'administration fiscale camerounaise. Il y a contribué, à divers postes de responsabilités, à la mise en place de nombreuses réformes d'administration fiscale et de densification du réseau de coopération fiscale internationale. Il est membre du panel d'experts du FMI depuis 2011.

### **Afrique de l'Ouest – Atelier régional de haut niveau sur les bonnes pratiques de management et de gouvernance des administrations fiscales au sein des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest (Abidjan, du 5 au 9 décembre 2022).**

Cet atelier régional, organisé conjointement



avec le Département des finances publiques (FAD) du FMI, a réuni les premiers

responsables des administrations fiscales des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest, auxquels se sont joints les Directeurs en charge de la fiscalité au sein des Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Les faiblesses persistantes en matière de gestion et de gouvernance expliquent en grande partie le faible impact des récentes réformes de mobilisation des recettes dans la région. Cet atelier a permis : (1) de finaliser la note conceptuelle sur l'élaboration d'un guide de l'administration fiscale, incluant les bonnes pratiques en matière de gestion et de gouvernance ; et (2) d'adopter le projet d'élaboration d'une directive, nommée « Code de transparence de l'administration fiscale », qui permettra de promouvoir la transparence et l'intégrité au sein des administrations fiscales de la région

## **Niger**

L'appui fourni du 14 novembre au 2 décembre 2022, visait le renforcement de l'intégration des plateformes impôts et douanes.

L'équipe a aidé la Direction des impôts et la Direction des douanes à améliorer la conduite de leur projet commun d'automatisation de la gestion du registre des contribuables, qui est partagé par les deux administrations. Un



projet de texte clarifiant les responsabilités a été préparé. Une approche automatisée pour vérifier les informations déclarées par les contribuables a été partagée avec les parties prenantes. Les spécifications visant à renforcer l'automatisation du registre des contribuables ont été conçues. Les fonctionnalités de SYDONIA à renforcer pour une gestion efficace du numéro d'identifiant fiscal (NIF) ont été recensées. Des solutions pour améliorer la gestion des marchandises importées en colis ont été identifiées, ainsi que des mesures administratives pour rationaliser les exemptions douanières. Les experts ont discuté avec les douanes et les impôts des actions à poursuivre après la

### Côte d'Ivoire

La mission effectuée du 23 janvier au 3 février 2023 s'est concentrée sur le renforcement du plan d'actions de mobilisation des recettes intérieures à court terme et sur la modernisation du cadre de gouvernance de l'administration fiscale.

En contraste avec le dynamisme de son économie, la Côte d'Ivoire a toujours un faible ratio de recettes fiscales par rapport au PIB, juste en dessous de la moyenne régionale,

mission pour atteindre tous les objectifs du projet, puis ont mis à jour le plan de travail.

### Guinée

La mission conduite du 28 novembre au 9 décembre avait pour objectif de fournir aux autorités un plan opérationnel détaillant les actions concrètes à mettre en œuvre au regard des résultats de l'évaluation TADAT<sup>1</sup> notamment sur les fonctions de base de l'administration fiscale.

mais loin derrière le critère de convergence de l'UEMOA de 20%. Les autorités doivent mobiliser davantage de recettes pour financer les objectifs ambitieux du Plan national de développement. Cela garantira la création d'un espace fiscal suffisant pour financer les besoins prioritaires importants en matière de dépenses sociales, d'infrastructures et de sécurité accrue, et réduira le risque de surendettement, en améliorant les ratios de liquidité, en particulier ceux liés au service de la dette par rapport aux recettes publiques.

---

<sup>1</sup> Tax administration diagnostic assessment tool

## Burkina Faso

Une mission conduite du 16 au 27 Janvier 2023 à la Direction Générale des Impôts avait pour objectifs (i) de poursuivre les travaux menés en matière d'analyse risque dans la programmation du contrôle fiscal, et (ii) d'aider à la définition d'un programme de contrôle fiscal au titre de l'exercice fiscal 2023 basé sur les principaux risques. Les travaux de la mission ont permis de renforcer le pilotage du système d'information décisionnelle (SID), d'améliorer la coordination de la chaîne du contrôle fiscal et de proposer un programme de contrôle fiscal basé sur les

risques majeurs identifiés dans la gestion des répertoires et des déclarations fiscales.



## Gestion des finances publiques

Dans ce domaine, l'AFRITAC vise l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire globale, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

### Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect budget



**Ha Vu** a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques, ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques. Elle a contribué à l'élaboration du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI (PIMA).

## Côte d'Ivoire

La mission menée du 9 novembre au 2 décembre 2022, a appuyé les autorités dans la mise en place du contrôle interne budgétaire (CIB), en appliquant le guide régional de l'UEMOA sur le CIB en Côte d'Ivoire. Elle a formé les représentants de l'équipe projet de la Direction de la Règlementation et de la modernisation de la

gestion budgétaire (DRMGB) de la Direction générale du budget et des finances (DGBF). Ils seront chargés dans un second temps d'assurer l'appui (formateurs relais) auprès des ministères sectoriels. La mission a élaboré avec les autorités les grandes lignes d'un plan d'actions glissant sur 2022/2024, pour la mise en œuvre du déploiement du CIB.

## Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques-aspect trésor



**M. Naby Abraham Ouattara** a exercé pendant 21 ans au Trésor Public du Burkina Faso où il a occupé graduellement les principaux postes de responsabilités dont notamment ceux de Directeur des Affaires Monétaires et Financières, d'Agent Comptable Central du Trésor et de Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il a effectué plusieurs missions d'assistance technique en qualité d'expert court terme du Département des Finances Publiques du FMI.

### Mauritanie

Les travaux menés du 14 au 25 novembre 2022 avaient pour buts d'actualiser la stratégie de préparation du bilan d'ouverture (BO) et de documenter les dossiers d'inventaire du BO pour quelques comptes sélectionnés, en accord avec la Direction



générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP). La mission a fait l'état d'avancement des travaux, et élaboré

conjointement avec l'équipe de la DGTCP des dossiers d'inventaire type, nécessaire à la fiabilisation du premier bilan d'ouverture (BO).

Elle a élaboré à l'attention des autorités, un modèle de fiche de reprise de solde de balance d'entrée 2023. Une liste de 10 comptes à enjeux significatifs a fait l'objet de fiches de reprise rédigée en séance et par les équipes techniques.

La mission a formulé des recommandations visant notamment à réunir les conditions de succès de la mise en exploitation du nouveau système d'information comptable pour 2023.

## **G**estion de la dette et développement des marchés financiers

L'AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.



### Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers

Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, **M. Soltani Chaker** a été, Conseiller en gestion de la dette publique à AFRITAC Centre (Centre qui couvre 9 pays de l'Afrique centrale). Auparavant, M. Soltani a occupé divers postes au sein du ministère des Finances tunisien, il a été nommé Directeur général de la dette de 2011 à 2014 et Directeur de la stratégie de la dette en 2006.

#### Mauritanie

L'objectif principal de cette mission qui s'est déroulée du 13 au 23 novembre 2022 est de soutenir les autorités dans l'élaboration d'une feuille de route indiquant les actions à court, moyen et long terme nécessaires pour développer le marché domestique des titres publics. La mission a pu discuter avec les différents acteurs du marché sur les mesures et actions susceptibles de permettre le développement de l'activité sur les marchés primaire et secondaire. Au terme de la mission, un plan d'actions pour le développement du marché a été recommandé. Ce plan est structuré autour d'actions à court, à moyen et à long termes. Les actions à court terme visent à améliorer la stratégie d'émission, la communication avec le marché et la coordination entre les principaux acteurs du marché.

#### Mauritanie

La mission conduite du 15 au 20 janvier 2023 visait à appuyer les autorités dans

l'élaboration d'un calendrier d'émission des titres publics pour 2023, en cohérence avec la stratégie d'endettement actuelle de la Mauritanie et les contraintes du marché domestique de la dette. La mission a travaillé avec les autorités pour préparer un calendrier d'émission annuel pour 2023 et un calendrier d'émission trimestriel pour le premier trimestre 2023, sur la base des besoins de financement budgétaire de 2023 et du plan annuel de Trésorerie de 2023.

#### Guinée

L'objectif de la mission à distance du 16 au 22 décembre 2022 est d'appuyer les autorités dans l'élaboration d'un calendrier d'émission des bons du Trésor (BdT) et des obligations du Trésor (OdT) pour 2023. Au terme de la mission, un calendrier d'émission annuel des BdT et des OdT pour 2023 et un calendrier d'émission trimestriel pour le premier trimestre 2023 ont été préparés. Ces deux calendriers ont été validés par les autorités, présentés aux banques et publiés en janvier 2023.



Le champ d'intervention de l'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine de la supervision et de la réglementation financière vise à renforcer la solidité du système financier, à travers notamment la mise en conformité des réglementations et pratiques avec les principes définis par le Comité de

Bâle, tels que le cadre prudentiel dit Bâle II / Bâle III, et la consolidation des acquis en matière de supervision basée sur les risques.

#### Conseiller résident en supervision bancaire



**M. Jean-Charles Normand** a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en janvier 2021 après une expérience de plus de trente ans au sein de la Banque de France, notamment dans des fonctions relatives à la supervision bancaire. Depuis 2004, il était en effet chef de missions de contrôle sur place, intervenant pour le compte de l'ACPR ou de la BCE auprès, des principaux établissements bancaires français mais également de compagnies d'assurances.

#### Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)

Le but de cette mission du 23 au 27 janvier 2023 était d'assister la Direction de la Supervision Bancaire (DSB) de la BCRG, en charge de toutes les questions de réglementation et de supervision bancaire en Guinée, dans le développement d'exigences de liquidité conformes au cadre de Bâle III.

Elle a consisté en (i) une formation du personnel de la DSB aux définitions et modalités de calcul des deux ratios bâlois adressant les questions de liquidité (LCR - *liquidity coverage ratio*-) et de financement (NSFR -*Net stable funding ratio*-) ; (ii) une revue de la réglementation existante ; (iii) un atelier sur la transposition du ratio de liquidité court terme (LCR) dans le contexte guinéen, notamment en ce qui concerne certains concepts clés.

#### Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)

L'objectif de cette mission du 21 juillet au 16 décembre 2022 était d'assister la BCRG dans la réalisation d'un exercice de tests de résistance microprudentiels.

La mission, effectuée à distance, a débuté par un atelier de formation puis a donné lieu à l'identification des besoins nécessaires en matière de données. Ces données et paramètres ont été intégrées dans un outil informatique ouvert, développé par le FMI, et ont permis de procéder à différentes simulations.

#### Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

A l'issue d'un atelier mené de façon participative du 7 au 11 novembre 2022 et associant différentes directions de la banque centrale, un modèle de questionnaire, à servir par les établissements, a été formalisé de même qu'un projet de guide méthodologique contenant toutes les indications nécessaires afin de garantir l'exploitabilité des résultats.

#### Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) –

La mission a procédé du 12 au 16 décembre 2022 à la revue du projet de texte lié à la réglementation relative au reporting des établissements de crédit. Ce reporting relatif à l'évaluation interne de leurs besoins en fonds propres avait été préparé par les équipes de la Direction de la Stabilité Financière.

# Statistiques de finances publiques

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

## Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, M. **Nicolas Kacou** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor.

## Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



M. François Millogo a exercé, pendant 15 ans, des fonctions d'Administrateur des services financiers au Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers puis à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du ministère de l'Économie et des finances du Burkina Faso. Il a travaillé principalement dans le domaine des Statistiques de finances publiques (SFP), notamment du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

## Cote d'Ivoire

La mission conduite du 31 octobre au 11 novembre 2022 a poursuivi les travaux entamés lors de la mission précédente sur l'établissement des statistiques des entreprises publiques (avril 2022) en élargissant la couverture des données à

quatre entreprises d'État (à savoir : SIR, PETROCI, AIR COTE D'IVOIRE et CI-ENERGIES). La mission a présenté aux autorités une présentation sur la classification fonctionnelle des dépenses (CFAP) et les a encouragées à produire régulièrement les données de la CFAP. Elle a fait le point sur la mise en œuvre en cours de la Directive N°

10/2009/CM/UEMOA de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) de 2009 (Directive TOFE) et a aidé les autorités à améliorer la qualité et la couverture des données des SFP conformément au Manuel des statistiques de finances publiques 2014 (MSFP 2014). La mission a également

### Niger

La mission du 14 au 25 novembre 2022 visait l'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques aux sous-secteurs de l'administration publique. Les travaux ont permis de passer en revue la table de passage du TOFE base MSFP 2014 et d'identifier les sources de données supplémentaires pour la production du TOFE de l'Administration centrale budgétaire dans une perspective de migration des SFP.

Des travaux ont également été entrepris pour la production du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires dans le courant de l'année 2023.

### Guinée-Bissau

La mission conduite du 5 au 16 décembre 2023 avait pour but de poursuivre le processus de migration des statistiques conformément aux normes et principes du manuel de statistiques de finances publiques 2014. Les séances de formation ont permis de mettre à niveau les capacités techniques des différents acteurs et de rehausser l'implication des producteurs de données primaires dans le processus de compilation des statistiques de finances publiques et de mettre en exergue les besoins des compilateurs pour une production de qualité des statistiques de finances publiques dont le TOFE.

Les travaux de production du TOFE ont permis d'examiner la table de passage et de produire le TOF a fin décembre 2020 du sous-secteur de la

examiné et affiné les données TOFE des unités extrabudgétaires (UER) et les projets de données SFP des entreprises d'État pour l'exercice 2021.

sécurité sociale. Relativement au sous-secteur de l'administration centrale budgétaire qui comprend les ministères et institutions : Les travaux ont permis de passer en revue le TOFE actuel base MSFP 1986, d'examiner la table de passage et de produire le TOF a fin décembre 2021 selon le MSFP 2014.

### Séminaire régional en statistiques de finances publiques -30 janvier au 03 février 2023

Depuis déjà quelques années, les pays de la région sont résolument engagés dans une série de profondes réformes visant à améliorer, moderniser la gestion des finances publiques ainsi que la production des statistiques macro-économiques dont celles de l'administration publique. Dans ce contexte, des efforts considérables ont été consentis par les Etats dans le processus de migration aux normes et principes du MSFP 2014. A cet effet, la situation à fin décembre 2022 se présente comme suit :

Actions	Résultats
Basculement au TOFE selon le MSFP 2014	Disposition de table de passe dans tous les pays
Production du TOFE du secteur public	1 seul pays
Possibilité de migration au TOFE base MSFP 2014	1 pays est en voie de migration et 4 disposent des compétences nécessaires pour migrer

Situation des flux de trésorerie	7 pays produisent cette situation
Bilan financier	5 pays le produisent
Situation de la dette publique	Tous les pays produisent cette situation cependant ils ont un besoin additionnel d'information pour l'affinement des différentes opérations
Elargissement progressif du champ de couverture : sécurité sociale	Tous les pays disposent d'une table de passage ; 7 produisent des versions expérimentales dont 3 pays font la diffusion
Elargissement progressif du champ de couverture : Collectivités locales	7 pays produisent les statistiques 3 autres pays disposent d'une table de passage sans production
Elargissement progressif du champ de couverture : Unités extrabudgétaires	5 pays produisent dont 3 en font la diffusion ; 4 pays disposent d'une table de passage

Ces avancées ont permis au centre d'aborder un autre aspect dans la production des statistiques, à savoir la prise en compte des opérations non monétaires dont la majeure partie n'est pas intégrée dans les statistiques macro-économiques. La récente pandémie de COVID-19 a permis de constater cette situation. En effet, les échanges importants en nature entre divers agents économiques dont l'administration publique ne sont pas reflétés dans les statistiques de finances publiques.

Les travaux du séminaire qui font suite à celle d'avril 2022, ont permis d'adopter le mode de calcul des avantages en nature générés par les véhicules de fonction et de mener des réflexions sur celles découlant des maisons de fonction. De même, il a été réitéré la nécessité de refléter toutes les transactions sur les dons en nature dans les statistiques de finances publiques. La réussite de cette intégration des opérations en nature dans les SFP tourne autour de trois (03) méthodologies suivantes à définir : (i) l'identification et la collecte des avantages en nature, (ii) la valorisation (iii) et le calendrier de mise en œuvre.

## **S**tatistiques du secteur réel

L'AFRITAC de l'Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

### Conseiller résident en Statistiques du secteur réel



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2018, M. **Fahd Ndiaye** a travaillé à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) du Sénégal pendant 10 ans.

## Togo

La mission a assisté du 5 au 16 décembre 2022 l'INSEED dans les travaux de sélection des indicateurs de haute fréquence (IHF) et d'élaboration d'un dispositif de calcul des comptes nationaux trimestriels (CNT). Une liste d'indicateurs a été retenue et a permis de calculer une première estimation des séries de productions, consommation intermédiaire et valeur ajoutée aux prix courants, en volumes aux prix de l'année précédente et en volumes chaînés.

## Bénin

Les travaux de la mission du 13 au 17 février 2023 ont relevé les retards accumulés avec la production des comptes nationaux annuels (CNA) et les implications pour le calcul des CNT. Les derniers CNA définitifs publiés sont ceux des années 2015 (année de base) et 2016. Pour ne pas arrêter les publications annuelles, l'INStAD a publié des estimations provisoires annuelles reposant sur les CNT. Or, il est nécessaire de calculer régulièrement les CNA à partir des sources exhaustives annuelles telles que les déclarations statistiques et fiscales (DSF) et les statistiques de finances publiques. Aussi, la mission a-t-elle insisté sur le rattrapage du retard des CNA définitifs 2017 – 2021 suivi de la ré-estimation des CNT avec les CNA définitifs et la communication sur les révisions des CNT.

## Burkina Faso

Les sources statistiques pour la compilation des comptes financiers 2019 ont été collectées et traitées au cours de la mission du 13 au 24 février 2023. En particulier, avec la nouvelle présentation des déclarations statistiques et fiscales (DSF) depuis l'exercice 2018, un nouveau traitement a été mis en place pour les DSF couvrant essentiellement

les sociétés non financières (SNF) et les auxiliaires financiers.

## Guinée-Bissau

La mission du 6 au 17 février 2023 a accompagné l'équipe des comptables nationaux pour la finalisation de la série des CNA définitifs 2018 et provisoires 2019-2020 et la préparation des CNA provisoires 2021. Une mise à jour des données de la BDP dans l'outil d'élaboration des comptes provisoires a également été réalisée préalablement à la compilation des CNA provisoires des années 2019 et 2020. Le tableau des comptes économiques intégrés 2018 a aussi été élaboré pour satisfaire les besoins de la prévision en attendant la diffusion des CNA 2019 et 2020.

## Guinée

Avec l'INS, la mission du 23 janvier au 6 février 2023 a contribué à l'avancement des travaux de préparation de la nouvelle année de base 2018 des comptes nationaux sous le *Système de*



*comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)*, notamment l'amélioration de la confrontation entre les données sources (pré-arbitrage) ainsi que l'élaboration des comptes des biens et services. En outre, un appui a été apporté à la formation des cadres et au démarrage des travaux d'élaboration des comptes nationaux définitifs 2020 et provisoires 2021 selon la base

2006 et le SCN 2008 en vue de leur publication prochaine fin mars 2023.

### Cote d'Ivoire et Sénégal

Le Haut-Commissariat du Plan (HCP) du Maroc a accueilli du 6 au 10 février 2023, trois cadres de l'ANSD du Sénégal et six cadres de l'INS de Cote d'Ivoire. Les échanges ont principalement porté sur les sources de données et la

méthodologie utilisées pour l'élaboration des comptes régionaux (CR). En particulier, la régionalisation des productions des sociétés présentes dans la capitale et les autres régions et la régionalisation des données de l'administration centrale et la banque centrale. Ils ont également couvert le traitement des taxes et subventions, et la question du partage volume - prix des agrégats.

## A nalyse macro-budgétaire

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires .

### Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



M. **Djoret Biaka Tedang** a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer l'AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision dans son pays.

### Cote d'Ivoire

La mission conduite du 7 au 18 novembre a animé un atelier de travail sur trois outils développés par FAD au profit d'une vingtaine de cadres du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat : outil de suivi de la santé financière des entreprises publiques, outil de stress-test des entreprises et outil d'analyse des garanties des entreprises publiques. Les travaux de la mission ont également porté sur le renforcement des capacités notamment en matière de statistiques de finances publiques.

### Guinée-Bissau

Les travaux de la mission du 28 novembre au 9 décembre 2022 ont permis d'aboutir à un document, qui après une mise en forme et quelques compléments pourra constituer un « Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2023-2025 test ». Les réunions avec l'équipe technique mis en place ont porté sur les pistes d'amélioration à très court terme du document.

## Mali

Les travaux menés du 12 au 22 décembre 2022 puis du 23 janvier au 3 février 2023 ont consisté en des séances de travail de calibrage, d'actualisation des données historiques et de test du modèle, de formation des membres du Comité de prévision et de modélisation (CPM) sur les fondements méthodologiques et l'utilisation du modèle et l'analyse de la qualité des projections. Le modèle a été ensuite adopté par le CPM qui a décidé d'effectuer le cadrage 2023 – 2026 en parallèle avec l'ancien modèle.



## Mauritanie

La mission s'est déroulée en deux phases. Pendant la première phase du 14 au 25 novembre 2022 sous la forme de visioconférence avec les parties prenantes. Elle a consisté en des échanges en vue de parvenir à l'actualisation et la simplification du modèle

macroéconomique. Durant la deuxième phase en présentiel, du 10 au 19 janvier 2023, les travaux de simplification et de prise en main du module se sont poursuivis. Au cours d'une réunion de travail, le modèle macroéconomique a été techniquement validé par les membres du Comité de cadrage macroéconomique.

## Les cours en ligne du FMI

Des informations générales sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.edx.org/school/imfx>.

L'inscription aux cours en ligne, accessibles aux fonctionnaires et, dans certains cas, au public, est accessible à l'adresse suivante : <http://imf.smartcatalogiq.com>.

L'Institut du FMI propose des formations en ligne aux fonctionnaires des pays membres et au grand public. Des courtes vidéos de formation sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/c/IMFInstituteLearningChannel/featured>.

## Rapports de missions mis en ligne sur le site du FMI

Les rapports suivants ont été mis en ligne sur le site **Partners Connect** du FMI. Les membres du comité d'orientation des pays et les donateurs qui ont signé un accord de confidentialité avec le FMI peuvent accéder aux rapports à l'adresse suivante : TA Reports ([imfconnect.org](http://imfconnect.org)).

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Burkina Faso	Administration douanière	"Burkina Faso: Strengthening Customs' valuation function (September 19 – September 30, 2022), September 2022(French)"
Sénégal	Administration douanière	"Senegal: Strengthening the valuation and control function (September 19 – September 30, 2022), October 2022 (French)"
Togo	Statistiques de finances publiques	"Togo: Work to expand the scope of Government finances statistics (September 19 – September 30, 2022), September 2022 (French)"
Burkina Faso	Statistiques de finances publiques	"Burkina Faso: Work to expand the scope of Government finances statistics (June 20 – July 01, 2022), July 2022 (French)"
Mauritanie	Supervision bancaire	"Mauritania: Early Warning Indicators and Prudential review process (June 20 – July 01, 2022), July 2022 (French)"
Mauritanie	Statistiques de finances publiques	"Mauritania: Work to expand the scope of Government finances statistics (February 28 – March 04, 2022), December 2022 (French)"
Mauritanie	Statistiques de finances publiques	"Mauritania: Work to expand the scope of Government finances statistics (May 23 – June 03, 2022), January 2023 (French)"
Togo	Gestion des dépenses publiques	"Togo: Support for the implementation of accrual accounting and asset-based accounting (October 24 – November 4, 2022), November 2022 (French)"
Sénégal	Statistiques du secteur réel	"Senegal: National Accounting Statistics (October 24 – October 28, 2022), October 2022 (French)"
Benin	Statistiques du secteur réel	"Benin: National Accounting Statistics (October 03 – October 14, 2022), October 2022 (French)"
Guinée	Administration fiscale	"Guinea: Contributions to the development of the (November 28 – December 9, 2022), December 2022 (French)"

## ACTIVITES A VENIR

Les principales activités planifiées pour le quatrième trimestre de l'année fiscale 2023 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée-Bissau	Appui à la mise en œuvre du compte unique du Trésor et à la gestion de la trésorerie.	20 février-3 mars 2023
Pays d'AFW	Atelier régional conjoint FAD/MCM sur l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie	13-17 mars 2023
Benin	Appui à la mise en œuvre du contrôle interne comptable	Avril 2023
Burkina	Appui à l'adaptation du contrôle interne comptable à la comptabilité de droits constatés et patrimoniale	Avril-Mai 2023
Niger	Appui à la préparation du premier bilan d'ouverture en comptabilité de droits constatés et patrimoniale (CDCP)	Avril-Mai 2023
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Pays AFW	Atelier régional conjoint FAD/MCM sur l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie	13-17 mars 2023
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Evaluation des performances opérationnelles de l'administration fiscale et élaboration d'un programme de renforcement des capacités pour l'année fiscale 2024	Cotonou, du 17 au 28 avril 2023 (mission initialement prévue en février, reportée à la demande des autorités)
Mali	Renforcement du management des CIMEs de Bamako	Février 2023
Mali	Mission post-TADAT	Avril 2023
Mauritanie	Evaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures de réforme fiscale et élaboration d'un programme de renforcement des capacités pour l'année fiscale 2024	17 février-3 mars 2023
Administration douanière		
Missions d'assistance technique		

Bénéficiaire	Thème	Date
Mauritanie	Les engagements douaniers	6-17 février 2023
<b>Statistiques du secteur réel</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Elaboration des comptes 2020 et 2021 selon l'année de base 2006.	27 février-3 mars 2023
<b>Statistiques de finances publiques</b>		
Togo	Elaboration des statistiques de finances publiques conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014) et à la directive n°10/2009/CM/UEMOA portant TOFE.	13-24 mars 2023
<b>Supervision bancaire</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
Bénéficiaire	Thème	Date
Séminaire inter-régional	Le processus de surveillance prudentielle, la notation des établissements de crédit et les indicateurs d'alerte précoce : leur intégration dans la supervision basée sur les risques	6-10 mars 2023
BCM (Mauritanie)	Supervision basée sur les risques et réglementation prudentielle	31 janvier –10 février 2023
BCM (Mauritanie)	Système de notation des établissements de crédit	Avril 2023
Secrétariat général de la Commission bancaire (UMOA)	Formation au contrôle sur place du risque informatique	30 janvier – 3 février 2023
Secrétariat général de la Commission bancaire (UMOA)	Formation aux tests de résistance	12-14 avril 2023
BCRG (Guinée)	Supervision des établissements financiers non bancaires	3-7 avril 2023
<b>Analyses macroéconomique et budgétaire</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
Bénéficiaire	Thème	Date
Pays AFW	Ateliers sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives pour les pays d'Afrique centrale et de l'ouest	13-17 mars 2023

## MEMBRES

---



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

## PARTENAIRES

---



**Belgique**  
partenaire du développement



---

**AFRITAC de l'Ouest**  
Immeuble BCEAO  
Abidjan, Plateau  
Côte d'Ivoire  
[www.afritaouest.org](http://www.afritaouest.org)  
[www.facebook.com/afritaouest](https://www.facebook.com/afritaouest)  
**(+225) 27 20 20 89 87**